



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

**Objet de la
délibération:**
**Recrutement de
personnel
saisonnier**

PRÉSENTS :

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphane CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Franck AMBROSINO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude PIANETTI

Transmis le : 29 Mai 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 29 Mai 2015

Le surcroît d'activité de certains services de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, durant la période estivale, notamment dans les secteurs du tourisme, des piscines, de la collecte et valorisation des déchets, entraîne chaque année un besoin en personnel saisonnier afin de rendre un service public de qualité.

Le contexte de restriction budgétaire a conduit à une restriction d'ouverture au public des équipements saisonniers tels que les piscines et bureaux de tourisme afin de réduire les coûts en personnel saisonnier.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois.

Il convient donc de créer des postes d'agents contractuels recrutés par contrat à durée déterminée en application du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

- Pour la Direction du Tourisme :

- 5 postes d'accueil à temps complet
- 11 postes d'accueil à temps non-complet (30h/hebdo)

rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil.

- Pour la Direction des Sports :

Piscines de la C.A.D. (Draguignan, Lorgues, Vidauban et Bargemon)

- 8 postes de maîtres nageurs sauveteurs à temps complet, rémunérés par référence au 7^{ème} échelon du grade d'Educateur de 2^{ème} classe des Activités Physiques et Sportives. Les agents devront être titulaires du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation (B.E.E.S.A.N.)
- 6 postes de surveillants et sauveteurs aquatique à temps complet, rémunérés par référence au 9^{ème} échelon du grade d'opérateur des Activités Physiques et Sportives.

Les agents devront être titulaires du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (B.N.S.S.A.)

- 24 postes à temps complet, et 1 poste à temps non-complet (18h) rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe, pour l'accueil, la tenue des vestiaires, l'entretien et le nettoyage des abords des bassins.

- Pour la Direction protection et valorisation de l'environnement:

- 2 postes à temps complet rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe pour les déchetteries communautaires.

- Pour la Direction des affaires culturelles :

- 1 poste à temps complet rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil,

- Pour la Direction des transports et mobilités durables :
 - 1 poste à temps complet rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil.
- Pour la Direction Générale des Services :
 - 1 poste à temps complet rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir autoriser la création des postes ci-dessus.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.